



Nouveau mail (définitif) : [collectif@histoire-unef.fr](mailto:collectif@histoire-unef.fr)

Numéro 1 – 25 mai 2021

Groupe Facebook : <https://www.facebook.com/groups/3998040903610812>

## EDITO

À lire en évitant de mourir de rire.

Le collectif C'était l'UNEF vient d'implorer et ce, immédiatement après le succès de sa première manifestation publique.

70 anciens et anciennes se sont, en effet, connectés par visio lors de la rencontre organisée par le collectif le dimanche 9 mai 2021 durant plus de deux heures.

C'est l'analyse entre les initiateurs de cette dernière qui a dégénéré en rupture. C'est évidemment très préjudiciable à notre projet mais le travail en commun n'était plus possible [Lire notre communiqué page 8]. Qu'un collectif animé par 5 personnes scissionne, il faut le faire. Nous avons bien conscience du ridicule de la situation mais il va falloir faire avec.

Nous ne rejetons évidemment pas le travail entrepris mais nous souhaitons le poursuivre sans sectarisme, avec recul, distance permettant à tous et toutes de s'associer au projet, de s'y sentir à l'aise. Nous ne voulons pas entretenir une nostalgie de notre ancien syndicat mais regarder son histoire dans tous ses aspects qu'ils nous aient plu ou non, et ce, en récoltant les souvenirs, les analyses et évidemment les archives d'anciens et d'anciennes avec lesquels nous n'entretenions, n'entretenons pas forcément des liens d'amitié. Nous refusons d'imposer une histoire, une vision de l'UNEF mais militons pour recueillir la diversité des points de vue y compris sur ce qui nous a divisé durant nos années de jeunesse militantes. Bref sans tabou. Avec un regard distancié. Notre UNEF fut grande. Assurément. Mais sans aucun doute aussi très petite, sectaire, parfois peu efficace...

..!..

## Sommaire

- Page 1 : *L'UNEF et l'état de guerre en Pologne* par Gilles Boitte.
- Page 3 : *Retour sur la naissance du mouvement étudiant de 1995* par Marie-Pierre Vieu
- Page 6 : *La FRUF 1975-1984 ou l'enjeu des cités U !* par François Bonnarel
- Page 8 : *Le communiqué annonçant la création du collectif Pour l'histoire de l'UNEF.*
- Page 8 : *L'UNEF dans les archives de l'IHS-CGT* par FG

## L'UNEF et l'état de guerre en Pologne

Par Gilles Boitte

Revenir sur la proclamation de l'état de guerre<sup>1</sup> le 13 décembre 1981 nécessite de dire ce qu'étaient les relations entre l'UNEF et l'Union socialiste des étudiants polonais (SZSP). En 1980, les Polonais trouvent auprès de nous un peu d'air à respirer, détestés qu'ils sont par tous leurs homologues pro-soviétiques ; et les Français trouvent en eux un allié de poids pour faire avancer leur projet de « Charte européenne des droits des étudiants », un projet très « post-Helsinki » dépassant la frontière entre les deux blocs.

Ces relations permettaient une grande franchise entre nous. Un exemple : j'étais à Varsovie le jour de l'attentat contre le pape. Le président des Polonais m'expliqua la situation : le cardinal Wyszyński, figure de l'Église polonaise d'après-guerre, était mourant ; un accord avait été passé avec le pape pour qu'il calme le jeu s'il y avait provocation contre les Russes<sup>2</sup> ; le pape hors-jeu, le gouvernement n'avait plus d'interlocuteur crédible en cas de clash.

Il faut aussi revenir sur ce qu'était l'orientation prise par le 1er congrès de Solidarność en septembre 1981 : celui d'une « réforme autogestionnaire et démocratique à tous les niveaux de gestion, un nouvel ordre social et économique, qui liera le plan, l'autogestion et le marché ». L'espoir de parvenir à gérer « les affaires de la Pologne entre Polonais » n'était pas sans fondement.

La déclaration de Denis Dubien – discutée par téléphone le dimanche 13 décembre – est inspirée de tout cela. Et il faut la lire à partir des faits concrets eux-mêmes et non en fonction de la suite des événements.

On relève alors que là où Georges Marchais parle de « problème » polonais, le texte commence par « processus de renouveau depuis août 1980<sup>3</sup> » ; qu'il appelle « au respect et au développement des libertés individuelles et collectives » et cite positivement Solidarność ; et qu'il insiste pour que « les négociations reprennent entre toutes les composantes du pays ».

Certes, les derniers mots de cette déclaration portent sur le risque « d'ingérence étrangère » mais le risque évoqué est bien à multiples facettes : Église, États-Unis, URSS.

Le même dimanche soir, a également été prise la décision de laisser ceux de nos militants qui le voulaient, manifester le lundi soir et de leur confier la banderole nationale du syndicat. Une décision fort différente de celles du PCF et même de la CGT mais qui, de mémoire, fut aussi celle du SNESup.

..!..

## Suite de l'édito

.. /..

Finalement, peu importe. Elle a joué un rôle important au sein du monde étudiant du syndicalisme. Son histoire doit être écrite. Et tous ses acteurs doivent pouvoir s'exprimer pour permettre une histoire qui révèle la complexité des débats de l'époque sans volonté de les prolonger aujourd'hui.

Abordons sans crainte, par exemple, les questions des relations entre l'UNEF et les forces politiques, du choix de la solidarité étudiante de 1980, de la création de la CAEL en 1984, des déchirements du congrès de Toulouse de 1990, de la réunification et/ou fin de 2001...

Nous avons toutes et tous des avis sur ces questions qui parfois nous tiennent encore à cœur.

Le collectif **Pour l'histoire de l'Unef** (et oui, il faut bien choisir un autre nom pour se différencier et ne pas entrer dans une guerre stérile sur la dénomination. Arrêtez de rigoler, ce n'est pas drôle 😊!) s'engage à donner la parole à tous, avec le souci du respect de l'exactitude des faits. Nous faisons nôtre le souci de Robi Morder de nous insérer dans des approches comparatives et contextualisées. Entre AGE. Entre l'Unef et les autres organisations étudiantes françaises. À l'échelle internationale. Bref, respirons !

**GH**

## Comité de rédaction en construction :

Xavier Aknine, Nicolas Briand, Laurent Collet, Jean-François Courtille, Bob Inje, Arnaud Flèche, Frédéric Genevée, Guillaume Hoibian, Eric Marazanoff, Laurent Ortalda, Marc Rossetti, Eric Schultz, Fabienne Tamim

.. /..

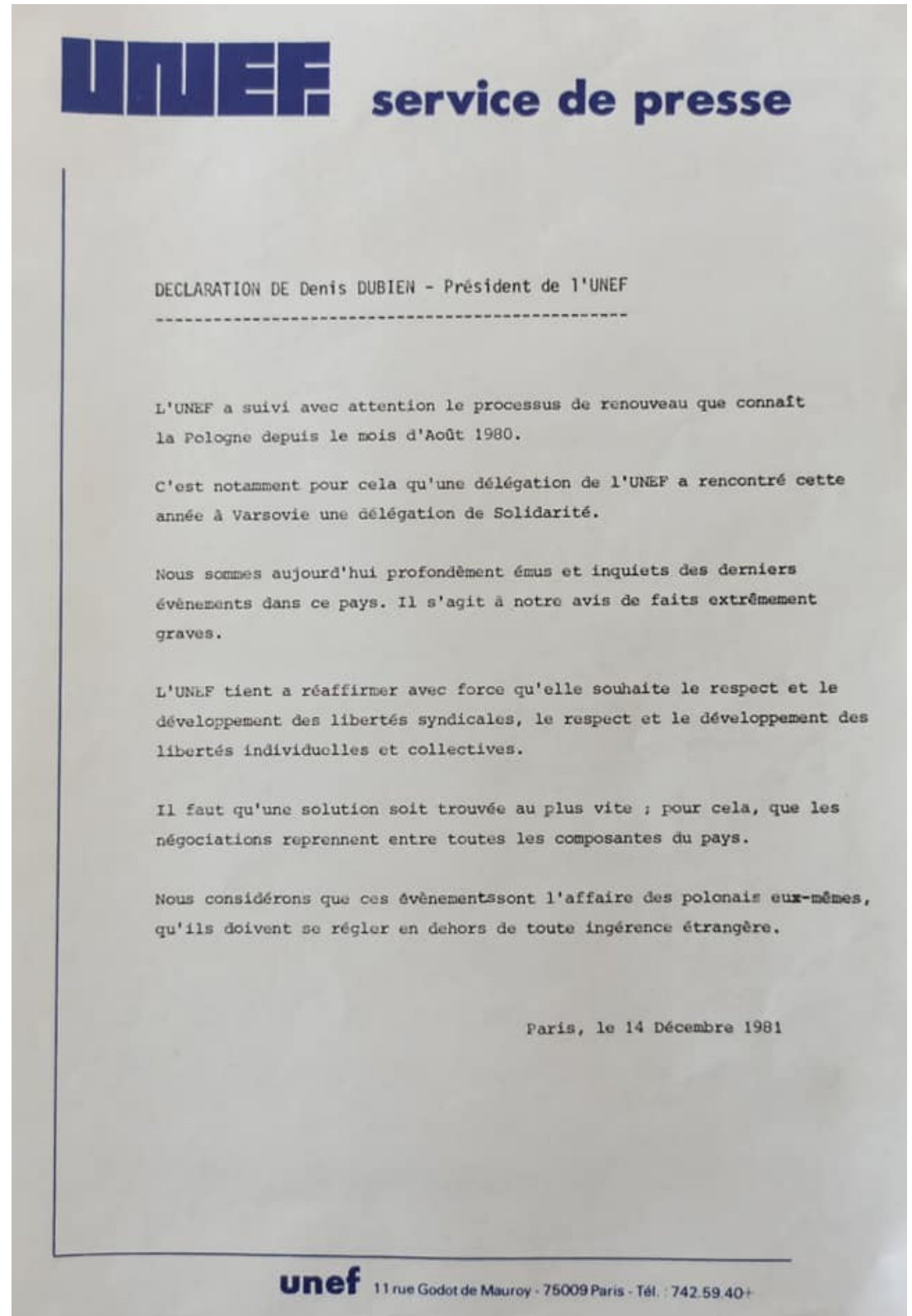
## Notes du texte de Gilles Boitte :

1 « Stan wojenny » en polonais.

2 Une demande de l'épiscopat polonais car, depuis août 1980, Wyszyński, mettait en garde les grévistes, et Walesa lui-même, contre les risques d'une intervention militaire soviétique.

3 Date des accords de Gdańsk conclus entre le gouvernement de la République populaire de Pologne et le comité de grève inter-entreprises de Gdańsk.

## Document



# Analyse : Retour sur la naissance du mouvement étudiant de novembre-décembre 95

Fin 2020 entre deux confinements, la fondation Copernic organisait une série de webinaires sur novembre-décembre 95. Une occasion non pas de célébrer le plus fort mouvement social depuis mai 68, mais d'analyser le contexte dans lequel il s'inscrivait et ses marqueurs. L'initiative m'a emmenée à retravailler sur la période.

Par Marie-Pierre Vieu

## Derrière la fin de l'histoire

Octobre 1989, l'Université Toulouse 2 - le Mirail se mettait en grève pour exiger du Ministre de l'Éducation de l'époque, Lionel Jospin des dotations d'État supplémentaires. Ce que nous ne pouvions pas prévoir, c'est qu'au fil des semaines nous serions rattrapés par l'onde de choc qui était en train de faire exploser le bloc de l'Est : la révolution de Velours en Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie et le 9 novembre l'effondrement du mur de Berlin. Le syndicalisme a beau se fonder sur la défense des droits salariés et étudiants, cette fin du socialisme dit réel n'impacte pas que les seuls partis communistes mais l'ensemble de la gauche politique et sociale. Par contre coup, la « victoire » du libéralisme économique justifie la délégitimation de toute action revendicative avec une violence proche de ce qu'on vit aujourd'hui. Et si une reprise internationale du combat se profile sur le front de la dette et du tiers-mondisme, de la bataille anti apartheid avec la libération de Mandela ou de l'intifada, sur le terrain des luttes sociales les temps demeurent durs. Ainsi la lutte des 10 de Renault et la fermeture de l'usine de l'Île Seguin donnent le la : l'histoire du mouvement ouvrier triomphant a vécu. Il s'agit d'accepter la défaite. Voilà esquissé à grands traits, le paysage du début des années 90.

Paradoxalement ou pas, le redémarrage du débat politique et social a lieu sur le terrain de l'Europe. En 1991 d'abord, la réforme Jospin, véritable harmonisation européenne des diplômes par le bas renvoie les étudiants dans la rue. Ils dénoncent la réduction du nombre d'options et de filières telles les lettres classiques, la rupture du lien entre les premiers cycles universitaires et la recherche, ils refusent l'instauration d'un savoir minimum. En 1992, le référendum sur Maastricht quant à lui réinstaura une bipolarisation gauche/droite, et à l'intérieur même de la gauche entérine

une fracture durable entre les partisans de la concurrence libre et non faussée et ceux qui combattent le tout libéral. A l'Université, l'UNEF se prononce et fait campagne pour le NON sur la base des mobilisations de l'année précédente, tandis que dans l'UNEF-Id grandit le débat qui donnera lieu au changement de majorité et à l'élection de Pouria Amirshahi en décembre 1994.

## L'Université au cœur du remodelage social.

Le mouvement contre le projet Devaquet avait en novembre décembre 1986 contraint le pouvoir à reculer dans sa volonté de sélection à l'entrée de l'Enseignement Supérieur. Lionel Jospin et ses successeurs Fillon et Bayrou esquivent le sujet mais cherchent le moyen sûr de trier les étudiants. Ils scellent un rapprochement structurel entre l'entreprise et l'Enseignement Supérieur. Sur fond d'autonomisation des Universités on assiste à une multiplications de diplômes locaux destinés à répondre aux besoins du patronat jusqu'à faire entrer le privé dans le financement des formations et les méthodes managériales dans la gestion des flux étudiants. Le rapport Jospin s'inscrit déjà dans cette logique. Retiré sous la pression étudiante, la réforme des premiers cycles sera cependant adoptée l'année suivante sous la forme d'un décret. Après la défaite du PS aux législatives de 1993, le gouvernement de cohabitation dirigé par Edouard Balladur va accélérer la restructuration du Supérieur. En 1993, avec le Contrat d'insertion professionnelle, le fameux CIP rebaptisé SMIC jeunes, le gouvernement ouvre la possibilité aux entreprises de rémunérer les jeunes diplômés à 80% du SMIC les mettant directement en concurrence avec leurs aînés. Puis en 94 le rapport Laurent



Nouveau Campus – mars 1992

préconise à l'entrée du supérieur, l'instauration de cursus à plusieurs vitesses avec la création d'instituts universitaires régionaux (IUR), cogérés par les universités et les régions « destinés à offrir (...) des formations diversifiées à finalité professionnelle » en recourant « largement à l'alternance et à l'apprentissage ». Côté social, après une tentative vite avortée de remise en cause de l'ALS en 93, la circulaire Bardet a pour projet de remplacer les bourses par des prêts bancaires. Si à chaque fois le pouvoir est contraint au recul, il ne cède pas sur son objectif de fond d'adapter et précariser la part la plus populaire des étudiants destinés à devenir une main d'œuvre qualifiée à faible coût.

Il convient de mentionner la création entre 1991 et 1993 de sept universités provisoires à statut dérogatoire à la loi Savary où en matière de gouvernance un administrateur provisoire est nommé par le ministre (au lieu d'un président élu) : Marne la Vallée, Évry, Cergy Pontoise, Versailles Saint Quentin, Arras, Université du Littoral (Dunkerque) de Lorient et de La Rochelle. En 1994, François Fillon prolonge en avril le statut expérimental de ces établissements pour y tester notamment d'autres modèles de gestion des universités. Deux mois auparavant le 16 janvier un million de manifestants avait défilé à Paris pour

..../..

s'opposer à la révision de la loi Falloux annoncée par François Bayrou Ministre de l'EN et dont l'intérêt affiché était de rompre le principe d'égalité public/privé...

### Un paysage social qui se déconstruit pour mieux se reconstruire.

J'ai souvent vu analyser les transformations de l'UNEF par le seul prisme des recompositions politiques et parlons clairement par la proximité du syndicat étudiant avec l'UEC et le PCF. Tout comme celles de l'UNEF-Id auraient été dictées par le PS... Dans la séquence qui nous occupe, cette lecture est réductrice. D'abord parce que la gauche est en pleine débâcle idéologique et cherche encore sa résilience au plan électoral, bref a d'autres chats à fouetter. Ensuite parce que c'est la force des luttes sociales, 1995 et la recomposition du paysage syndical qui apportent la bouffée d'oxygène utile à la reprise de la confrontation politique. Pas l'inverse.

La création de la fédération SUD-PTT intervient à l'automne 88 suite au processus d'exclusion de la CFDT d'une partie de ses troupes. Elle pose la nécessité d'instaurer un rapport de forces au cœur des luttes et de renouveler la démocratie syndicale en privilégiant la démocratie directe. SUD PTT participe dans la foulée à l'émergence de deux réseaux importants dans le débat qui se profile : AC! (Agir ensemble contre le chômage) et ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens) pivot du mouvement altermondialiste en émergence. Son entrée dans le groupe des 10 marque une modification structurelle de celui-ci. Il devient l'Union Syndicale G10 Solidaire en 1998. La FSU elle aussi naît d'une exclusion. Poussés à sortir de la FEN, le SNES et le SNEP suivis par une trentaine de sections locales de SNI dirigées par Unité et Action ou École émancipée la créent fin 93. Là encore l'ambition affichée est un syndicalisme plus revendicatif s'appuyant sur une vraie pratique unitaire. Plus encore que SUD cette transformation du syndicalisme enseignant impacte l'UNEF et

constitue une donnée majeure à intégrer dans son logiciel militant. D'autant que dans la foulée, le calendrier des luttes s'accélère avec en janvier 94 la mobilisation contre la remise en cause de la loi Falloux puis en mars le mouvement CIP dans lesquels la nouvelle fédération enseignante est aux avant postes. La volonté de la jeune fédération enseignante d'œuvrer à un travail unitaire facilite la rencontre et le débat à l'échelle même du mouvement syndical, sa place désormais centrale au cœur de l'EN pousse aussi à mettre autour de la même table des acteurs qui jusqu'à la se rencontraient mais en ordre dispersé : l'UNEF, l'UNEF-Id, la FCPE ou encore les syndicats de la recherche.

Je liste ici une série de faits isolés mais participant d'une cohérence d'ensemble. Impossible alors d'omettre la CGT et l'Ugict CGT. A la faveur des manifestations contre le SMIC jeunes, une réflexion s'est amorcée entre la confédération et les syndicats étudiants pour mener une riposte conjointe face au patronat et sa volonté de diminuer le coût du travail via les jeunes diplômés en recherche d'un premier emploi. Elle aboutit à la publication d'une charte des stages en entreprise qui revendique l'instauration d'« un droit au stage » et « un droit des stagiaires » assorti d'un suivi pédagogique enseignant ainsi que d'une rémunération. Ce travail introduit une autre réalité : syndicalisme étudiant et syndicalisme salarié doivent maintenant avancer de concert.

### Les prémisses de novembre décembre

Pour les 2 millions d'étudiants d'autres combats prennent de l'importance. Celui contre le SIDA fait partie intégrante de nos vies car la maladie touche aussi nos rangs militants. Les manifestations d'Act up impriment le paysage social. Il en va de même de la lutte des sans : occupations des sans logis puis révoltes des chômeurs et sans papiers jusqu'à l'occupation de Saint Bernard en 1996. Les premières décisions du Président Chirac en mai 95 à contrario des discours du candidat Chirac sur la fracture sociale, vont amplifier la

radicalité des luttes. Évidemment le plan Juppé constitue l'élément qui cristallise les grèves de novembre-décembre. Il se conjugue avec une série d'autres décisions qui rendent ces premières mois de gestion de la droite, étouffants : la volonté de franchir un cap en matière de libéralisation et privatisation des services publics, la relance de l'armement militaire avec la reprise d'essais nucléaires, les atteintes répétées aux libertés fondamentales et l'inflation sécuritaire qui va trouver une justification supplémentaire dans les attentats du RER B de l'été 95. Ce climat anxiogène n'épargne pas les campus.

Dans la continuité de la bataille sur la Loi Falloux et celle autour du rapport Laurent, la question du financement de l'Université publique devient prépondérante. Je suis étudiante en 3ème cycle à Nanterre et à



Extrait de *Horizon 09* - journal de l'asso d'histoire de l'UNEF (Paris 1) - Avril 1995

quelques kilomètres de là, le campus Léonard de Vinci est en train d'éclorre : établissement privé financé par les fonds publics du CG 92. Nous décidons d'en faire un symbole. C'est ainsi que naît la bataille pour la réquisition des *fac* Pasqua. La terminologie employée n'est pas neutre. Le terme *réquisition* répond à l'urgence de remettre dans le giron public ce qui lui appartient et fait échos aux réquisitions du

..../

DAL tandis que *facs Pasqua* renvoie à tous les établissements privés financés par l'argent public sur le modèle de celle du Président des Hauts de Seine alors Ministre de l'intérieur de Jacques Chirac. Nous décidons de marquer symboliquement le lancement de la bataille par un concert sur la fac de Nanterre fin juin 95 et proposons à l'ensemble des organisations de l'ES d'en être partie prenante dont l'UNEF-Id, la FSU, la FCPE, la CGT ainsi que les syndicats lycéens. Ils acceptent. Certes, leur engagement ne sera guère effectif dans la préparation de l'événement mais l'unité d'action affichée pèse dans le débat public et commence à imprégner les esprits d'autant que côté groupes, le message a été aussi entendu avec *Zebda les Fabulous troubadours* et les *Portugaise ensablées* en têtes d'affiche (et cela gracieusement). Je passe sur les périphéries de l'organisation qui mériteraient un trop long développement :- ) pour retenir un chiffre : plus 1000 étudiants passeront. ... La suite s'opère sur le même mode *franc tireur*. Nous décidons de poursuivre la bataille pendant le SOS inscription et début septembre de procéder à une occupation (plutôt une tentative d'occupation) de Léonard de Vinci. L'initiative suivie par une équipe de Canal + donne un écho supplémentaire à notre lutte. En secrétariat début septembre, je me rappelle que nous vient un débat sur le niveau de colère des sans facs. Pour le résumer, il nous apparaît primordial de hausser l'ambition de nos rassemblements. De voir plus grand. D'où un appel à manifester pour faire valoir le droit pour tous d'avoir sa place en fac et exiger des moyens supplémentaires pour la rentrée. Nous sommes le 9 septembre 1995. Un mois après Rouen puis Toulouse entreront en mouvement conduisant en décembre François Bayrou à lâcher près de 2 milliards de francs pour les facs.

### Conclusion

Cet article ne rendra pas compte en détail de novembre décembre 95. Cela pourra faire l'objet d'une nouvelle contribution et le point de vue de « copains », membres de la coordination étudiante 95 sera

bienvenu. À vos stylos Karine Delpas, Vincent Bony ou Delphine Valentin !

Quelques lignes cependant pour signifier combien ces mois ont structuré en profondeur le mouvement étudiant.

**1** - Nov Dec a marqué la dernière mobilisation de masse dans les universités comme cela est aussi le cas pour les grandes entreprises publiques.

**2** - Il a placé au cœur des revendications étudiantes une série d'exigences constitutives des nouveaux terrains de lutte des décennies suivantes : le combat pour l'égalité des droits, des sans papiers à la question du genre, celui pour l'écologie (avec la montée du refus du nucléaire)...

**3** - Les questions de la démocratie et de la représentation ont été omniprésentes. L'UNEF a joué sciemment le jeu de la construction, puis de la défense d'une coordination nationale étudiante jusqu'à imposer qu'elle soit partie prenante de la table ronde ministérielle de décembre 95. La mobilisation s'est bâtie université par université. Elle a très forte en province et ce mode de fonctionnement du mouvement était garant de la plus large participation étudiante. Sans hypothéquer pour autant ni notre expression syndicale ni la participation de syndicalistes dans la direction du mouvement. Cette stratégie a constitué un choix gagnant pour la lutte elle même.

Quand le 5 novembre, François Bayrou annonce un 1<sup>er</sup> plan d'urgence pour les universités les plus pauvres, un débat s'engage avec l'UNEF-Id et une partie du mouvement syndical dont la FSU qui plaide pour une négociation rapide craignant un étiolement de la lutte. L'UNEF-Id contestée dans les AG décide alors de retirer ses militants du mouvement et par par la suite tente de le délégitimer. Cela ne fonctionne pas en grande partie parce que l'UNEF permet à la mobilisation d'aller à son terme et de « gagner » dans le respect de son autonomie.

**4** - La question de la « radicalité » (on a parlé souvent de *l'irruption de radicalités nouvelles*) constitue une marque de novembre décembre 95.

On en avait senti les prémises lors du CIP. Cette fois elle traverse de part en part les AG et les journées de mobilisation. Avec du recul je pense que ce dernier point est à l'origine de notre divergence avec l'UNEF-Id et la FSU. Dans une certaine mesure, elle a aussi fait débat entre l'UNEF et l'UEC même si à l'époque je ne l'aurais pas formalisé ainsi. Pour ces derniers existait la crainte que le mouvement s'installe dans une surenchère revendicative qui le marginalise de la plus grande partie des étudiants. C'était un risque, il a été évité me semble-t-il, et l'UNEF a amplement joué son rôle.

**5** - Enfin, 95 reste dans les mémoires comme le mouvement du *tous ensemble* et du syndicalisme rassemblé. Durant la mobilisation, nous n'avons jamais renoncé à travailler avec toutes les organisations, même quand il y a eu un différent. La fin 95 a marqué une étape importante de la recomposition syndicale. On se rappelle de la présence de Nicole Notat dans les manifestations et de la décision de la CFDT de travailler un partenariat privilégié avec le gouvernement. La confédération syndicale a commencé à se chercher des points d'appui étudiants et trouve la FAGE qui va passer durant ces mois, du statut de regroupement de corpos à celui d'organisation étudiante nationale à part entière. L'UNEF-Id maintient une orientation de lutte quand bien même elle n'épouse pas les formes d'interventions de l'UNEF. De mon point de vue ce choix marque une étape considérable dans ce qui va aboutir au processus de réunification qui s'imposera les années suivantes.

MPV

## REQUISITION DES FACS PASQUA



## Témoignage : La FRUF 1975-1984 ou l'enjeu des cités U !

1975-1984 : Ces limites temporelles n'ont pas de sens "historique" particulier. Elles ne sont que celles de ma participation active au mouvement étudiant.

4 années avant l'armée 75-79 et 4 années après: 80-84. (j'ai encore eu les cartes 84-85 et 85-86, et même 86-87, ayant passé ma thèse fin 86 mais je ne militais plus à l'UNEF ou la FRUF : la thèse traînait en longueur, fallait quand même finir)

Par François Bonnarel

### Octobre 1975 : résident à Gaston Berger

Lorsque je suis arrivé en fac à Marseille à la rentrée 75 (voir mon post du 31 janvier sur le mouvement contre la réforme des seconds cycles <http://unef.org/aix/1976fbonnarel.htm>), je vivais en cité U. La Cité U Gaston Berger qui jouxtait la fac Saint Charles était relativement petite et n'avait que 400 chambres. Y résidaient des étrangers et des provençaux non marseillais. C'était une cité non mixte. J'avais obtenu une chambre car je venais de Marignane qui n'était éloigné pourtant que de 25 kilomètres.

Dès les premiers temps je me suis rendu à des réunions de l'association de la cité U, que la FERUF (excroissance en cité U de l'UNEF Unité-Syndicale-AJS-OCI) était en train de prendre en main. J'ai appris bien plus tard que cette officine avait scissionné de la FRUF pas plus d'un an plus tôt en 1974.

Le discours essentiel de ce groupe était tout à la fois de dénoncer les manquements inévitables de la FRUF ou de l'UNEF (notamment sur les autres cités-U: invérifiable !) tout en appelant à l'unité .... qu'ils avaient brisé l'année précédente !

De fait la FRUF n'existait plus dans cette cité U quand j'y suis arrivé. L'AGEM UNEF avait dû laisser aller les choses dans les années précédentes et nous étions peu d'adhérents de l'UNEF dans la cité, pour ne pas dire que j'étais seul. Il faut dire que la grande masse des étudiants de Saint Charles dont les militants de l'UNEF habitaient Marseille même et que peu avaient besoin de vivre en cité U.

La cité étant en plein ville, les résidents étaient aussi plus attirés par les activités de centre ville que par une réelle vie associative. Peut être y avait il une bibliothèque ? Je m'en souviens à peine.

J'ai pourtant le souvenir de longues soirées de discussion dans ma chambre avec des étudiants étrangers ou d'autres copains résidents pas toujours de mon bord syndical ou politique. Cela forgeait des convictions et ouvrait sur le monde.

A Marseille, la FRUF existait quand même dans les grandes cités "ghettos" de Luminy et Saint Jérôme mais la FERUF s'appuyait sur toute une série de petites cités de centre ville comme Gaston Berger pour faire son travail de sape et dénoncer les "trahisons" de l'UNEF/FRUF

Dans ces conditions, il était difficile, dès la rentrée 75 pour une jeune militant sans expérience de "(re)monter la FRUF". J'ai bien dû me présenter et être élu au conseil de résidence, mais sans adhérents avec moi il était difficile de surnager, d'autant que l'AJS ne me ménageait guère.

Pour l'UNEF, la FERUF, pas plus que l'UNEF-US n'était un syndicat, contrairement à la FRUF. Mais dans la situation concrète de Gaston Berger, il était difficile de le prouver.

Je sais que vers 78 ou 79 nous avons agi pour récupérer un poste de femme de ménage. Cette action victorieuse était citée dans un écho des luttes d'un des premiers numéros de "Campus". A ce moment là les difficultés étaient différentes j'étais devenu président d'AG et avait peu de temps à consacrer

### CROUS MARSEILLE

Les résidents de la Cité U G. BERGER à MARSEILLE luttent depuis mars pour obtenir un poste de femme de ménage. Ils ont tenu une conférence de presse et ont été reçus au rectorat.

Extrait du *Campus*, n°3, avril 1978

à la cité U. Sauf en période électorale : les élections au CROUS de 79, difficiles après celle de 77 plutôt fastes pour nous.

J'ai tout de même participé à un événement national de la FRUF, délégué .... par le BN de l'UNEF ! Il s'agissait du congrès d'Orsay du printemps 79. Une tentative de l'AJS de prendre le contrôle de la FRUF était crainte. Il n'en avait finalement rien été. Hervé Guillemet s'en souvient. Le président de la FRUF était alors Daniel Mollier-Sabet.

Plus tard (mais j'étais devenu parisien et "antonien") je suis allé faire le pompier à Poitiers et à Rennes à la demande du BN de la FRUF, pour des réunions compliquées menacées par des offensives de la FERUF. Je me souviens que quand je m'exprimais dans les réunions, j'avais du mal à dire FRUF et pas UNEF, ce qui ne passait pas forcément très bien auprès des associés !!!

**Laisser aller la situation en Cité-U était une mauvaise idée pour l'UNEF. En effet le recrutement des résidents se faisant sur critères sociaux la problématique de la sélection sociale y était particulièrement prégnante. Par ailleurs la concentration d'étudiantes et d'étudiants dans un lieu de vie (et pas seulement d'études) commun créait des conditions favorables à une activité associative de masse.** C'est ainsi que là où elle fonctionnait bien la FRUF regroupait bien plus d'étudiants que les adhérents de l'UNEF. Si le passage de l'UNEF à la FRUF était quasi automatique, il était loin d'en être de même dans l'autre sens. Cependant, la FRUF donnait au combat sur l'aide sociale mené par l'UNEF et l'UGE de considérables renforts.

### Octobre 1980 : résident à Jean Zay

A la rentrée 1980, je revenais de l'armée et commençait un DEA à Jussieu. J'avais une chambre à la cité d'Antony, la cité Jean Zay. On y trouvait Le siège national de la FRUF, dont le présidence avait échue à Jean-François Rossi, un étudiant corse taiseux mais terriblement efficace, et aussi l'AERUA, le modèle de toutes les associations de résidents. Cette qualification serait sans doute contestée par mon ami Pierre Rincon, dit Pedro, qui dirigeait à ce moment là l'AERUBO de Bures-Orsay avant de rejoindre Antony l'année suivante. ..//

**FRUF** RUA-D7. 92160 Antony

AERUBO qui rivalisait avec l'AERUA dans l'excellence associative. La Cité Jean Zay était immense, les chambres étaient d'un bien meilleur standing que dans la plupart des cités construites après elle dans les années 60 ou 70. Partout dans les couloirs, les affiches de l'AERUA, sans parler de celles de l'UEC. C'est dans cette cité que j'ai découvert ce qu'était vraiment la FRUF, sa capacité de mobilisation et la force animatrice qu'elle avait pour les résidents. La vie associative était intense : l'AERUA avait un foyer, qui fermait tard et on l'on pouvait se restaurer un peu bien après la fermeture du RU. Bien pratique pour accueillir les militants après de longues soirées de porte à porte. C'était Ernest un étudiant voltaïque (Burkina Faso) progressiste qui tenait le foyer avec sa copine Marie-Jo. Il mettait du Bob Marley à tue-tête sur son magnétophone à cassettes. Quelques autres militants de la FRUF à Antony dont le nom me revient : Jean-Gérard Lacaze, Christine qui venait de Grenoble, Jean-Louis Bellet et Laure sa compagne, Patrick Theuret. L'AERUA organisait aussi un ciné club, des tournois sportifs (car il y avait quelques équipements de qualité) et s'investissait dans la direction des "groupes d'études" qu'elle avait créée mais qui était devenus autonomes par rapport à elle. Les groupes d'études existaient pour la plupart des disciplines et organisaient des enseignements complémentaires avec des profs de l'extérieur qu'on défrayait un peu pour leurs services. Il y avait un peu de matériel, et un budget (financé je crois par la résidence), de premiers ordinateurs et des conférences, des activités de vulgarisation. Cependant la relative indépendance acquise par les groupes d'études par rapport à l'AERUA nous imposait de faire campagne pour intégrer le bureau des groupes d'études car nous craignions qu'ils ne soient privatisés par certains au détriment de l'ensemble des résidentes et des résidents.

**Je pense que cette expérience des groupes d'études d'Antony et plus généralement des cités U joua un rôle dans l'orientation du congrès de Reims de l'UNEF qui remplaça les comités (qui ne s'appelaient plus comité d'action depuis le congrès de Nancy) par les groupes d'études.** Je crois aussi me souvenir que 3 ans plus tard le congrès d'Orsay instaura les associations UNEF de filières ou de facs ou d'amphis en lien et place des Groupes d'études avec comme modèle les associations de résidents.

Je fus beaucoup plus actif à Antony en 81-82 qu'en 80-81, car cette année là j'étais surtout "sur l'UEC" à Jussieu, pour faire la campagne de Marchais, même si bien sûr j'ai participé à la campagne du CROUS de janvier 81 à Antony (et ailleurs) et ai démarré quelques activités UNEF 3eme cycle (j'y reviendrai ,dans un autre post). Mais en 81-82 j'intégrais le bureau des groupes d'études pour le compte de l'AERUA et je participais en parallèle au développement des luttes revendicatives. Etant étudiant non plus à Jussieu mais à l'Observatoire de Paris, peu renommé pour le volume des masses étudiantes qui le fréquentaient, je fus cette année là essentiellement un militant de la FRUF. Pedro nommé adjoint du président de la FRUF et qui devint peu après président en remplacement de Jean-François Rossi était mon voisin de chambre. Une activité de lutte permanente de l'AERUA et non couronnée de succès était l'exigence de la réouverture du bâtiment C, abandonné quelques années plus tôt et qui était devenu un squat se dégradant à vue d'oeil. Plusieurs centaines de chambres laissées à l'abandon et à la destruction dont certaines s'éclairaient la nuit à la bougie ou à la lampe électrique. La détermination du CROUS à ne pas investir pour

ré-ouvrir des chambres bien utiles en raison de la pénurie permanente de logements étudiants était sans doute le prétexte de la volonté liquidatrice de cette splendide cité-U qui devait se concrétiser plus tard.



Photo prise par Gilles Verrier depuis le bâtiment C en 1983...

81-82 première année du "changement". En résidence cela commence par l'annonce de la hausse du ticket de RU et du loyer des chambres. Nous nous mettons de suite à Antony mais aussi dans plusieurs cités de France à organiser la grève de la hausse. C'est à dire que les grévistes payaient à l'ancien prix. La grève dure des mois. Nous argumentons que le changement doit aussi passer par les cités U. Ce souvenir très vif m'a toujours fait affirmer qu'il n'y avait pas dans les rangs de la FRUF ou de l'UNEF au début du mandat de Mitterrand de soumission au pouvoir ou d'attentisme mais une volonté d'agir pour hâter le changement.

Cette lutte de 81-82 ne fut pas victorieuse, mais le combat se poursuivit l'année suivante.

### **Octobre 1982, retour à Marseille : non résident mais suivi des Cités U**

A partir d'Octobre 1982 j'étais retourné à Marseille pour commencer une thèse à l'Observatoire de la ville. Pour la première fois depuis le début de mes études je n'habitais plus en cité U mais dans un studio en ville. J'avais réintégré le bureau de l'AGEM-UNEF que j'avais quitté trois ans plus tôt en partant à l'armée, AGEM alors dirigée par Roland Walger puis par Olivier Meier futur président national [de 1988 à 1993].

Rapidement il fut décidé que, compte tenu de mon expérience antonienne, je "suivrai" les Cité Us et essaierait de monter la FRUF là où elle n'existait pas, c'est à dire presque partout. Pour moi même j'avais une revanche à prendre sur le point faible de mes années d'avant le service militaire.

Les élections du CROUS avaient lieu cette année dès le mois de Décembre et étaient précédées par les élections aux conseils de résidence. En quelques semaines, nous avons monté des listes FRUF presque partout à Marseille, en nous appuyant sur quelques camarades de l'UNEF et leurs amis et amies.

..../

Mieux Vivre en Cité U.  
AGEM-UNEF, FRUF, UGE

JEUDI prochain 9 DECEMBRE AURONT LIEU LES ELECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CROUS.

Elles ont lieu tous les 2 ans et permettent à tous les bénéficiaires des Oeuvres d'élire leurs représentants au Conseil d'Administration du CROUS. Elles se situent dans un contexte où pour les résidents, les Cité U, se déroule une crise profonde, qui atteint chacun et en particulier les plus défavorisés, dans sa vie quotidienne.

Extrait d'un tract diffusé pour les élections au CA du CROUS en déc 1982

Je me souviens d'avoir parcouru des centaines de kilomètres dans l'hiver 82-83 de Luminy à Saint Jérôme, de Gaston Berger à Madagascar ou à Gallinat et Cornil pour organiser des réunions, faire des portes à portes. Nous avons obtenu de très bons résultats dans les Cités U et aux élections au CROUS. En parallèle des élections nous menions l'action contre les hausses du ticket de RU et des chambres en cité. Nous nous appuyons aussi sur le fait que fort de l'action de l'année précédente nous avons obtenu le report de la hausse des loyers cette année là qui n'intervint qu'en décembre. Quelques mois plus tard (automne 1983) nous avons alors organisé un boycott tournant de tous les restaus-U de Marseille

en quelques jours. Au delà de l'augmentation des bourses, du blocage du prix du ticket de RU et du prix des chambres, revendications nationales, nous nous opposons aussi à Marseille à la mise en place de salles de restauration à prix non réglementé, que le CROUS commençait à installer pour "répondre à la demande diversifiée des étudiants" en prenant sur les salles des restaus-u classiques. Nous craignons en effet l'aggravation des queues sur les chaînes classiques réservées aux étudiants les moins argentés

Nous avons des propositions nationales pour financer nos demandes : la titularisation des personnels du CROUS (un objectif commun avec la CGT des CROUS enfin réalisé il y a quelques mois seulement) et le remboursement de la TVA au CROUS

Dans la foulée de ces boycotts et forts de nos élues et élus, nous avons obtenu début 1984 une entrevue au CROUS pour discuter de ces revendications. [Yves Cotten](#) s'en souvient sûrement. Le CROUS n'avait pas cédé. Mais notre implantation dans les cités à Marseille s'était renforcée. Elle se confirma l'année suivante et j'avais déjà pu passer la main à d'autres camarades, résidents, cette fois pour coordonner la FRUF sur l'ensemble de Marseille en étroite liaison avec l'AGEM-UNEF.

FB

## Communiqué annonçant la naissance du collectif Pour l'histoire de l'UNEF

« Nous devons malheureusement vous informer que nous avons décidé de quitter le collectif C'était l'Unef. Nous avons pourtant contribué à le mettre sur les rails, mais il est en fait devenu impossible de poursuivre en raisons de désaccords majeurs. Nous souhaitons faire l'histoire de l'Unef dans une conception apaisée qui permette l'expression de tous les points de vue et la confrontation pluraliste entre nous et avec d'autres actrices et acteurs de cette histoire.

Nous sommes conscients que cette annonce risque de jeter un trouble et de perturber le projet auquel vous aviez souscrit et que nous continuons à soutenir.

Nous allons donc poursuivre notre travail d'exploration des archives, de la numérisation de celles nombreuses que nous avons en notre possession. De nouveaux dépôts sont d'ailleurs en cours. Nous continuerons le recueil des témoignages.

Nous maintenons la date du 17 novembre pour une première journée d'étude avec la Cité des Mémoires Étudiantes et le projet de colloque pour 2022. La publication d'un nouveau bulletin est prévue ainsi que la mise en place d'un nouveau groupe Facebook <https://www.facebook.com/groups/3998040903610812> et à terme un nouveau site internet. Nous y publierons notamment les commentaires de documents et la rédaction d'analyses.

Nous ne souhaitons pas nourrir de conflit. Aussi, pour éviter toute ambiguïté, allons-nous utiliser comme dénomination du collectif : « Pour l'histoire de l'Unef (1971-2001) ». Cet intitulé dit mieux ce qu'est notre ambition : non pas refaire notre Unef, mais en comprendre l'histoire et l'écrire avec d'autres.

Nous allons poursuivre avec vous dans le partage et le travail de notre mémoire commune.

Salutations syndicales,

**Xavier Aknine, Nicolas Briand, Laurent Collet, Bob Injey, Frédérick Genevée, Guillaume Hoibian, Laurent Ortalda, Marc Rossetti, Fabienne Tamim**

## « De la cave au grenier »

### L'UNEF dans les archives de l'IHS-CGT

On trouve deux types de fonds dans les archives de l'Institut d'histoire sociale-CGT (Montreuil) : un fonds personnel, celui de Jean-Jacques Aublanc et des fonds de la direction de la CGT. Jean-Jacques Aublanc a assisté au 58<sup>e</sup> congrès de l'UNEF en 1970 et au 59<sup>e</sup> congrès en 1971, celui du Renouveau et a été élu au BN lors de ce dernier. Plus tard, il deviendra réalisateur de films. Ce fonds d'une extrême richesse est à l'IHS-CGT un peu par hasard alors qu'il ne concerne pas directement la CGT. Il a été recueilli par Françoise Bossman, ancienne archiviste de la CGT. Il contient des centaines de documents et couvre la période 1968-1972. Jean-Jacques Aublanc a été lycéen au lycée Rodin puis étudiant en histoire à la Sorbonne. Il collectait tout, on trouve donc outre des archives de l'UNEF des documents des CAL, de l'AJS, de la LCR...

Les fonds de la direction de la CGT recueillent des archives Jean-Louis Moynet, Henri Krasucki, Pierre-Jean Rozet et du secteur revendicatif. Le fonds va des années 1960 à la fin des années 1990. Il est relativement modeste. Il faut avoir à l'esprit que les relations entre la CGT et l'UNEF passaient aussi par d'autres canaux : CCJ, UGICT, Fédérations, Unions Départementales voire locales... Or les archives de la CGT ne sont pas centralisées. Certaines de ses structures ont des IHS, d'autres pas, certaines ont classé leurs archives, d'autres pas.

Enfin les dirigeants qui étaient chargés des relations avec l'UNEF ne semblent pas à ma connaissance avoir déposé et/ou conservé des archives : René Lomet, Didier Caroff, Lydia Brovelli... Ce qui signifie que l'on peut encore trouver des éléments importants dans les archives quand elles seront déposées et classées. FG

Envoyez-nous vos textes, photos à :  
[collectif@histoire-unef.fr](mailto:collectif@histoire-unef.fr)